

**Recours gracieux Schéma Directeur Eaux pluviales SD EP
AVIS MRAE Décision n°2024-ARA6KKPP-3565 du 08/11/2024**

1. Contexte :

Par décision n°2024-ARA6KKPP-3565 du 08/11/2024 la MRAE informe la commune que le Schéma Directeur d'Eaux Pluviales (SD EP) est soumis à évaluation environnementale.

Cette décision est majoritairement basée sur le fait que la commune, Arcs Domaine Skiable (ADS-concessionnaire des remontées mécaniques) et l'APTV (Assemblée de Pays Tarentaise Vanoise - compétence GEMAPI) portent une étude conjointe sur la déstabilisation des torrents du versant des Arcs. Certaines actions de cette étude devront intégrer le PAPI 3 en cours de réalisation par l'APTV. Ce PAPI 3 n'est réglementairement pas soumis à avis de l'autorité environnementale.

Le SD EP est mené en parallèle du PLU, il s'agit d'une annexe du PLU qui devrait être approuvé en avril 2025.

La réalisation d'un SD EP sur le versant des Arcs est une mesure permettant de ne plus impacter les cours d'eau situés en aval en préconisant des travaux sous maîtrise d'ouvrage publique (toutes les propositions de travaux proposés ont été élaboré dans le sens de la renaturation et de limitation de l'impact sur l'environnement) et de prescriptions dans le PLU pour la réhabilitation des opérations immobilières, les nouvelles étant interdites par moratoire)

2. Attentes de la MRAE sur le SD EP :

2 réunions se sont tenues avec la MRAE pour comprendre cette décision et ses attentes.
Un SD EP n'appelle classiquement pas d'évaluation environnementale.

Les attentes de la MRAE portent sur :

- a) Obtenir une vision globale de la politique communale intégrant toutes les politiques/actions de la commune en faveur de la limitation de l'urbanisation, imperméabilisation des sols et l'infiltration des eaux pluviales (moratoire Arcs, PLU ZAN, coefficient biotope PLU, prescriptions gestion des eaux pluviales dans PLU, travaux de désimperméabilisation (ilots, cour école, désimperméabilisation des espaces publics, places parkings, etc...)

La politique mises en place et se traduisant dans différents outils de planification et actions concrètes porte sur la désimperméabilisation des sols.

i. Moratoire constructions aux Arcs :

La municipalité a voté un moratoire interdisant les nouvelles constructions aux Arcs depuis 2022 qui est traduit dans le PLU en cours de révision.

2- PRESENTATION DU PLU – LE RÈGLEMENT ÉCRIT

LES RÈGLES SPÉCIFIQUES À CHAQUE STATION – FOCUS LES ARCS 1800



- La concrétisation du moratoire sur les logements touristiques : réhabiliter, densifier et protéger mais ne plus construire en extension Règle stricte d'évolution des bâtiments avec une distinction entre ceux situés au dessus de la RD (zone US) de ceux situés sous la RD (zone US1)
- Protection des espaces verts et forestiers
- Protection des cônes de vues

■ Définition de l'usage des différents espaces

ORIENTATIONS

- Bât d'intérêt patrimonial à préserver selon dispositions d'origine
- Bât d'intérêt patrimonial à préserver pouvant admettre certaines modifications
- Secteur pouvant accueillir des stationnements et des logements saisonniers conformément à l'OAP - Secteur de La Croixette
- Principe d'espace paysager à préserver
- Principe d'espace public ou collectif à requalifier
- Front de neige à requalifier
- Principe de parcours de mobilité douce à créer
- Principe de sentier, ou cheminement piéton à maintenir

ii. Révision générale de PLU en cours :

Le dossier complet est disponible sur [Révision générale du PLU - Mairie de Bourg Saint Maurice - Station de ski Les Arcs](#)

Le PLU traduit une anticipation de la loi ZAN avec une urbanisation que se fera uniquement dans les dents creuses identifiées en ville avec une OAP générale sur la densité.

RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

FAIRE MEUX AVEC MOINS

• Pourquoi le réviser ?

- >> Pour le rendre *plus efficace* et *mieux adapté* aux enjeux actuels, ce qui n'était plus le cas du précédent.
- >> Pour répondre à l'urgence de *s'adapter aux changements climatiques*, là où la montagne est la plus exposée.
- >> Le mettre en conformité avec la loi Climat et Résilience (2021), qui impose une réduction pour 2032 de 50% de la consommation foncière.

→ Le nouveau PLU s'inscrit dans cette trajectoire



RDV
Enquête
publique
hiver
2024/2025

RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

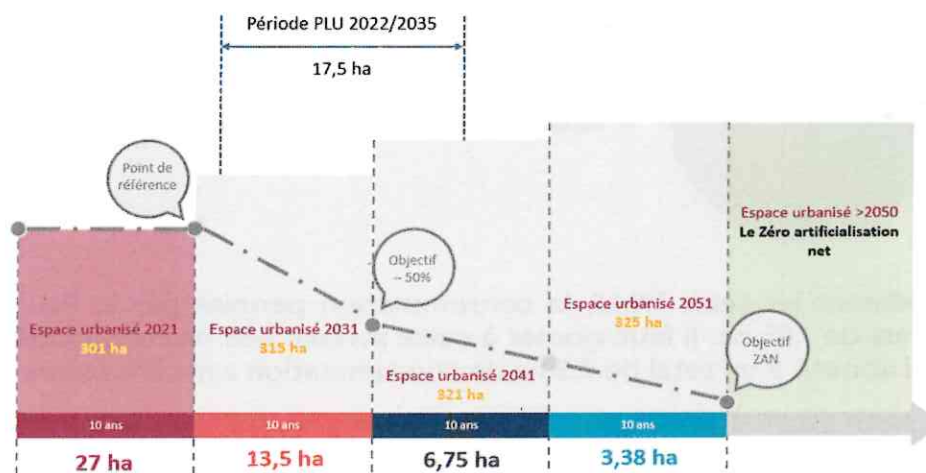
FAIRE MEUX AVEC MOINS

• Quels sont les grands objectifs de ce PLU ?

- >> Limiter l'artificialisation pour préserver nos espaces naturels et agricoles, l'eau, la biodiversité et la qualité de vie de nos habitants et visiteurs.
- >> Assurer la production de logements en résidence principale et faciliter les réhabilitations.
- >> Préserver nos stations, et améliorer notre héritage touristique et architectural.
- >> Encourager l'accueil d'entreprises et de nouvelles activités pour soutenir la transition économique et garantir des emplois durables.

2- PRESENTATION DU PLU – RAPPEL RÉGLEMENTAIRE

LA LOI CLIMAT ET RÉSILIENCE – LUTTER CONTRE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS EN ADAPTANT LES RÈGLES D'URBANISME – 17,5 HA DANS LE FUTUR PLU



2- PRESENTATION DU PLU – LE ZONAGE

LE BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACES ET DU POTENTIEL CONSTRUCTIBLE AU SEIN DES PARTIES ACTUELLEMENT URBANISÉES

... En résumé sur la commune de Bourg-Saint-Maurice :



- Env. **27 ha** ont été consommés à Bourg-Saint-Maurice entre 2012 et 2021
- Densité de **25 lgt/ ha** : l'objectif de densité du SCoT, à atteindre par la commune
- **17,5 ha** de potentiel constructible dans le futur PLU

Consommation d'espace dans le PLU arrêté

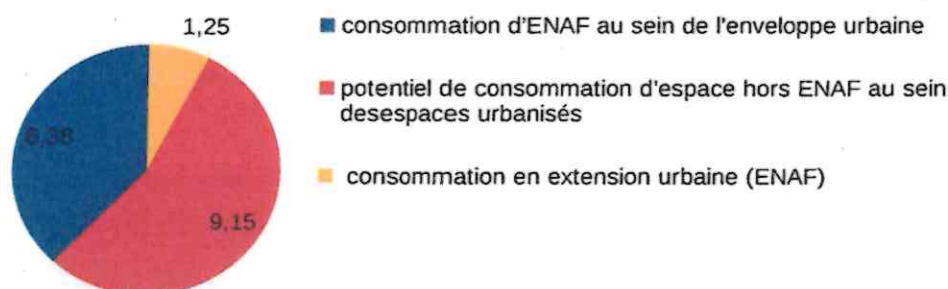
Par rapport au PLU en vigueur, 54 ha seront reclassés depuis les zones U et AU au profit des ENAF.

9 000 ha font l'objet d'un reclassement de la zone N vers la zone A. Cela vise à mieux prendre en compte les activités agricoles, notamment pastorales, dans le règlement.

Zone	Surfaces dans le PLU en vigueur (ha)	Surfaces dans le projet de PLU arrêté (ha)	Différence (ha)
U	360,2	313,28	-46,92
AU	12,68	5,59	-7,09
Sous-total U /AU	372,88	318,87	-54,01
A	1125,31	10129,88	9004,57
N	16715,45	7764,96	-8950,49
Sous-total A / N	17840,76	17894,84	+54,08
Total	18213,7	18213,7	0

Le PLU arrêté projette une consommation d'espace (tout confondu) de 17,5 ha entre 2022 et 2035, soit une réduction d'environ 20 % par rapport à la consommation observée entre 2011 et 2021.

La consommation prévue se répartit comme suit :



Considérant les seuls ENAF, la consommation permise par le PLU arrêté entre 2021 et 2035 est de 7,63 ha. Il faut ajouter à cette surface 1,88 ha consommés entre 2021 et 2023, ce qui aboutit à un total de 9,5 ha de consommation a maxima entre 2021 et 2035.

Un PLU qui instaure un coefficient de biotope :

2- PRESENTATION DU PLU – LE RÈGLEMENT ÉCRIT

LES RÈGLES COMMUNES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

■ Construire mieux en pensant à l'avenir

- Intégration paysagère des équipements techniques dont les panneaux solaires en toiture ;
- Le Coefficient de Biotope par surface
- Infiltration des eaux pluviales et obligation de stockage de 30l d'eau/m² imperméabilisé soit 5m³ à 6m³ pour une maison individuelle en moyenne

Type d'espaces	Type de surface	Coefficient de pondération (A)	Surface du projet concernée (B)	Surface de l'éco-aménagé (C)
Espaces verts	Pleine terre	1	..... m ²	..... m ²
	Dalle	0,7	..... m ²	..... m ²
		0,5	..... m ²	..... m ²
		0	..... m ²	..... m ²
Catégories générales	Végétalisation	0	..... m ²	..... m ²
	Revêtement semi-perméable (pleine terre en dessous)	0,5	..... m ²	..... m ²
		0,3	..... m ²	..... m ²
		0	..... m ²	..... m ²
Toiture végétalisée	Extensive	0	..... m ²	..... m ²
	Semi-intensive	0,5	..... m ²	..... m ²
	Intensive	0,7	..... m ²	..... m ²
Zone en eau	Dédiée à l'infiltration de l'eau (noue, fossé encazonné ou planté, bassin d'infiltration couvert ou aérien)	1	..... m ²	..... m ²
	Minéralisée sans végétation ni substrat (bassin d'agrément, piscine, fontaine, miroirs d'eau)	0	..... m ²	..... m ²
Total des surfaces éco-aménageable (C)				..... m ²
Surface du terrain objet de l'opération (B)				..... m ²

iii. Prescription sur les eaux pluviales dans le PLU en cours de Révision :

Dans les prescriptions générales :

➡ Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales doivent être prioritairement gérées à la parcelle sauf impossibilité technique (risque, superficie du terrain, etc.). Tout raccordement au réseau public est soumis à autorisation du gestionnaire.

L'évacuation des eaux pluviales dans le réseau collectif d'assainissement des eaux usées est interdite.

Les aménagements réalisés sur tout terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux.

Tous travaux incompatibles avec la conservation des axes d'écoulement des eaux de ruissellement sont interdits, excepté pour les ouvrages / travaux d'intérêt général ou d'utilité publique.

Les fossés latéraux des routes départementales et communales sont exclusivement destinés à évacuer les eaux pluviales des chaussées. Ils n'ont pas vocation à servir d'exutoire des eaux provenant des propriétés riveraines.

L'ouverture à l'urbanisation des zones situées en bordure des routes départementales ne doit pas entraîner de rejets nouveaux dans les fossés de la route. La gestion des eaux pluviales issues des opérations de viabilisation sera exclusivement assurée par les aménageurs.

❖ Ouvrages d'irrigation et d'évacuation des eaux pluviales

Les ouvrages existants, y compris ceux désaffectés, doivent être préservés afin d'assurer la continuité de l'irrigation ou de l'évacuation des eaux pluviales de l'amont vers l'aval, le transit, le débit et l'évacuation des eaux.

Il sera fait application de l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales autorisées (ASA), et des articles L152-1 à L. 152-23 du Code rural et L.215-23 du Code de l'environnement.

Les pétitionnaires doivent prendre en compte ces réseaux dans leurs diverses demandes d'autorisations d'occupation des sols.

Secteur les Arcs :

Gestion des eaux pluviales :

La gestion des eaux pluviales devra être assurée à l'échelle de la zone.

Les eaux pluviales doivent être dirigées directement dans un réservoir ou une citerne destinée à l'arrosage ou à l'eau brute de la construction qui devra correspondre à 30l d'eau par m² imperméabilisé.

Le surplus de ces réservoirs doit alors être dirigé vers des dispositifs d'infiltration tels que fossés végétalisés, noues, bassin de décantation, puits d'infiltration, etc., qui assureront l'évacuation des eaux pluviales.

Ces dispositifs seront :

- ❖ Équipés de débit de fuite prescrit avant la connexion avec le réseau d'eau pluvial existant si la capacité d'infiltration des sols n'est pas suffisante ;
- ❖ Dimensionnés selon la capacité d'infiltration des sols.

Le débit de fuite devra correspondre aux valeurs suivantes :

- u 8 L/s/ha pour un temps de retour 10 ans ;
- u 13L/s/ha pour un temps de retour 30 ans (par surverse).

Pour les annexes, les extensions et les surélévations aux constructions existantes : Les règles définies pour les constructions nouvelles s'appliquent pour les annexes, les extensions et les surélévations aux constructions existantes générant de l'emprise au sol ou de la surface de plancher supérieur ou égal à 20m².

Secteur du chef-lieu :

Gestion des eaux pluviales :

La gestion des eaux pluviales devra être assurée à la parcelle.

Pour les constructions nouvelles :

Les eaux pluviales doivent être dirigées directement dans un réservoir ou une citerne destinée à l'arrosage ou à l'eau brute de la construction selon la réglementation en vigueur

Le surplus de ces réservoirs doit alors être dirigé vers des dispositifs d'infiltration tels que fossés végétalisés, noues, bassin de décantation, puits d'infiltration, etc., qui assureront l'évacuation des eaux pluviales.

Ces dispositifs seront :

- Équipés de débit de fuite avant la connexion avec le réseau d'eau pluvial existant si la capacité d'infiltration des sols n'est pas suffisante. Le débit de fuite sera au maximum de 1 l/s.
- Dimensionnés selon la capacité d'infiltration des sols.

Pour les annexes, les extensions et les surélévations aux constructions existantes : Les règles définies pour les constructions nouvelles s'appliquent pour les annexes, les extensions et les surélévations aux constructions existantes générant de l'emprise au sol ou de la surface de plancher supérieur ou égal à 20m².

iv. La commune réalise des travaux de désimperméabilisation:

La commune a engagé un programme de travaux ambitieux afin de désimperméabiliser la ville et permettre une meilleure infiltration des eaux de ruissèlement :



RUE DESSERTTEAUX

CHEMINEMENT PAYSAGER ET SÉCURISÉ POUR UNE MEILLEURE LIAISON AVEC LE CENTRE

FAIT

Après une phase de concertation et d'aménagements temporaires, le projet a été arrêté en accord avec les riverains, les commerçants et les usagers.
Les objectifs du projet ? Améliorer la liaison entre la Place Castex et le centre-bourg en créant un cheminement végétalisé et accueillant avec une circulation apaisée et partagée par tous (piétons, vélos et véhicules à moteur).

CONCERTATION

La concertation menée à l'automne 2022, sur le projet d'aménagement de la rue Desserteaux a permis plusieurs échanges : réunion publique, réunions avec les commerçants et riverains, sondages en ligne... Elle a permis de recenser les besoins et contraintes de chacun et d'ajuster le projet.

AMÉNAGEMENTS

- Élargissement des trottoirs
- Végétalisation de l'espace public
- Création de bancs et assises le long de la rue
- Sécurisation des circulations et des trottoirs
- Sélection des réseaux souterrains

MONTANT DU PROJET

• 502 000€ TTC

➤ Une rue qui a retrouvé de la fréquentation et sa fonction de porte d'entrée vers le centre-ville.



PLACE MARCEL GAIMARD

FAIRE (RE)VIVRE CETTE PLACE ET CRÉER UNE CONTINUITÉ PAYSAGÈRE AVEC LA RUE DESSERTTEAUX

FAIT

La refection complète de la place Marcel Gaimard et de sa voirie est en cours de finalisation. En valorisant cet espace public jusqu'à très récemment et peu utilisé par les habitants, le projet vient prolonger l'aménagement de la rue Desserteaux et offre une continuité paysagère sur l'ensemble du centre-bourg.

AMÉNAGEMENTS

- Végétalisation et création d'îlots de fraîcheur : plantation plusieurs types d'arbres de 5 mètres à maturité végétalisés
- Espace ludique en bois pour les enfants
- Sélection des réseaux souterrains

ACCESSIBILITÉ

- Élargissement du trottoir et création d'une place d'attente pour les personnes à mobilité réduite
- Création d'une rampe permettant d'accéder aux commerces et au service d'État situé depuis la montée de la Gare

MONTANT DU PROJET

• 568 000€ TTC

➤ Un nouvel espace public central à découvrir et parcourir !



VÉGÉTALISATION : ÎLOTS DE FRAÎCHEUR

DÉSIMPÉRMÉABILISER ET DÉMINÉRALISER L'ESPACE PUBLIC POUR LE RENDRE PLUS AGRÉABLE ET LIMITER LA SURCHAUFFE ESTIVALE

EN COURS

Remettre de la nature en ville pour la rendre plus confortable, plus paysagère et pour offrir des zones de fraîcheur en été (notamment de l'ombre végétale) est un des axes forts de la municipalité. L'apport végétal est en effet présent dans chacun des nouveaux aménagements urbains. Avec les îlots de fraîcheur en ville, le végétal devient le cœur même du projet.

AMÉNAGEMENTS

- Création de 3 îlots de fraîcheur :
 - » Parking du Centre : automne 2023
 - » Place des Vétères : automne 2023
 - » Place Jean Moulin : 2024
- Végétalisation : bordures végétalisées, terre-forets, parcs
- Création d'un canal

STATIONNEMENT

- Parking du Centre : conservation, ou renforcement des places de parking
- Place des Vétères : conservation des places de stationnement le long de la place aménagée
- Rue Jean Moulin : conservation des 10 places de parking au sud

MONTANT DU PROJET

• 523 400€ TTC

➤ Pour que la nature en ville devienne une évidence !

Travaux réalisés en 2024



LA « COUR OASIS »

Travaux cour école réalisés en 2024 avec déconnexion des eaux pluviales des toitures de l'école pour infiltration dans le sol.

REPENSER LES COURS D'ÉCOLES POUR QU'ELLES REDEViennent DES LIEUX DE DÉCOUVERTE



Espace jusqu'à présent goudronné, la cour de l'école de Centre va bientôt bénéficier d'une rénovation intégrale. Un projet d'envergure pour imaginer un tout nouvel espace récréatif contribuant au développement de l'enfant et à la réduction des îlots de chaleur en centre-ville. Le tout, réalisé à travers une démarche novatrice dans laquelle les élèves sont pleinement investis.

CO-CONCEPTION

- Intégration des élèves dès le début du projet dans la réflexion sur leur cour idéale.
- Travail en groupes et restitution à travers la réalisation de maquettes.
- Accompagné par le CACM de la Savoie.

LES SOUHAITS EXPRIMÉS

- Plus d'arbres et de végétation.
- Des espaces ludiques, notamment des jeux de bords.
- Des zones ombragées pour se reposer.
- Des espaces pour faire la classe dehors.

MONTANT DU PROJET

• 300 000€ TTC

➤ Une cour idéale en devenir !



QUARTIER DES ALPINS

REINVENTER UN QUARTIER POUR LE DEDIER À L'HABITAT ET À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE À L'ANNÉE



En 2020, la municipalité a fait le choix d'opérer un virage marqué dans le projet d'aménagement du quartier des Alpes. L'objectif est de reprendre la main sur le devenir de cet espace, de recueillir les aspirations de la population et de préfigurer la montagne de demain avec une ambition architecturale et environnementale affirmée.

LES TEMPS FORTS

- 2020 : réappropriation.
- 2021 : concertation avec les habitants et les professionnels et définition d'un nouveau projet.
- Janvier 2022 : suppression de la procédure ZAC.
- Consultation en juillet 2022 : ateliers publics, réunions publiques, conseil de concertation.
- En 2024, lancement des travaux d'aménagement des espaces publics.

LES GRANDES LIGNES DU PROJET

- Un quartier à dominante résidentielle destiné à loger en priorité les habitants à l'année.
- Des modalités prioritaires des modes actifs et l'aménagement des circulations.
- Des missions partagées de qualité avec une même vision et une même vision.
- Une ambition environnementale à l'échelle de la concertation et de l'aménagement du quartier.

➤ Bien vivre, bien habiter, bien travailler : une refonte complète et collective du projet !

TRAVERSÉE DE BOURG SAINT MAURICE

PHASE 2 - AVENUE DU STADE



AMÉNAGEMENTS DE SURFACE :

>> Démarrage de la phase 2 : printemps 2025

>> Montant prévisionnel : 2,08 M€

Un projet concerté

- >> Un atelier projet de territoire en 2022
- >> Des attentes formulées au sein du CME
- >> Deux ateliers sur plan : le 18 juin et le 31 juillet 2024

Dès que possible les revêtements utilisés pour les aménagements des espaces publics et place de stationnement sont perméable (type Urbalith, enrobé perméable, plaques alvéolaires...)

En conclusion la commune active tous les leviers disponibles au niveau de la planification (PLU + SD EP) et lors de la réalisation de travaux pour la désimperméabilisation des sols et l'infiltration naturelle.

La commune est reconnue comme exemplaire et référente au niveau départemental voir national sur ces sujets.

b) Une explication de l'articulation SD EP – Etude bassin versant Arcs

Cf note jointe HYDRETIJDES chapitre 2

c) Un argumentaire plus précis sur le périmètre du SD EP :

- o Pourquoi pas toute la commune (PHASE 1 du SD EP transmis mais apparemment pas assez précis)

La commune ne rencontre pas de dégâts sur son réseau d'eau pluvial. Cependant l'impact sur les torrents du versant des Arcs étant connu il a été décidé de focaliser sur cette zone à enjeux. De plus il s'agit de la demande du porté à connaissance du PLU fourni par l'Etat (p 48-49 du PAC).

Application locale :

Compte tenu des désordres existants sur certains cours d'eau, en particulier sur le bassin versant des Arcs (torrent du Saint-Pantaléon, torrent de La Ravoire, torrent des Villards...), **l'établissement du zonage des eaux pluviales est indispensable sur la commune de Bourg-Saint-Maurice, a minima sur la station des Arcs et son bassin versant.** Ce zonage, à établir en lien avec la démarche de réflexion en cours, initiée début 2021 par la Communauté de Communes Haute Tarentaise dans le cadre de sa compétence GEMAPI, en vue d'arrêter une stratégie de gestion des inondations et de lutte contre la déstabilisation des torrents du versant des Arcs, devra comprendre des prescriptions collectives et individuelles proportionnelles aux enjeux identifiés sur les zones. **Il est nécessaire que les règles du PLU permettent la non-aggravation des écoulements pré-existants.**

Afin d'agir sur les causes il conviendrait que le zonage pluvial, repris dans le règlement du PLU, prévoit des mesures de :

- réduction des débits et volumes des eaux collectées et concentrées (désimperméabilisations de surfaces de parking et de voiries, ruissellement diffus favorisé, toitures non raccordées, profils de voiries favorisant la diffusion, ...), en compatibilité avec le SDAGE ;
- réductions des longueurs d'écoulement busées ou souterraines, notamment pour les ruisseaux traversant les zones urbanisées ou le domaine skiable, de manière à retrouver des capacités de régulation des écoulements tout au long des lits de cours d'eau ;
- remise en cause des concentrations d'écoulements (zones urbanisées et domaine skiable) pour

La DDT (Léa PFISTER) confirme le choix du périmètre par mail du 16/02/2022 :

"Sur les eaux pluviales, le Schéma Directeur des eaux pluviales est a minima attendu sur les stations des Arcs où des désordres ont clairement été identifiés à l'aval.

Par ailleurs, il est souhaitable d'avoir une approche globale et proportionnée de la question des EP à l'échelle de toute la commune. La connaissance des réseaux et la connaissance d'éventuels désordres/phénomènes anormaux en période de pluie "normale" permettront d'alimenter vos réflexions, et orienter les choix d'un éventuel élargissement du zonage pluvial au-delà du bassin

versant des Arcs.

En ce sens, le zonage eaux pluviales peut tout à fait être accompagné d'une note de contexte expliquant les choix de la commune en matière de délimitation de son zonage pluvial. "

La commune a échangé en amont avec la DDT sur le périmètre d'étude qui a été validé par l'Etat. Les autres secteurs communaux ne rencontrant aucun désordre. Cependant la commune est allée plus loin dans la révision générale du PLU en étant prescriptive sur toute la commune cf point a) iii)

- Un argumentaire du périmètre par rapport au bassin versant total et au périmètre PAPI APTV

Réglementairement un SD EP se réalise sur le périmètre correspondant à la compétence eaux pluviales de la collectivité. La commune ne peut produire un document de portée réglementaire sur le territoire des communes limitrophes.

- d) Un SD EP est usuellement modélisé avec des crues de temps de retour 10 – 30 ans Q10-Q30. La MRAE demande un SD EP modélisé sur la base d'une Q100 et même sur l'aléa de référence le plus important connu.

Cf note jointe HYDRETTUDES chapitre 3 + note hydrologique validée par DDT Savoie M.Duparc le 26/01/2023

- e) Le SD EP doit se baser sur le Plan National de changement Climatique-trajectoire de référence TRACC de + 4°C -RCP 8.5

► **Mesure 8. Préparer la Sécurité Civile à l'augmentation des risques naturels**

Le changement climatique va modifier durablement la cartographie des risques naturels (inondations, feux de forêts et de végétation) et des risques sanitaires (canicules et épidémies) auxquels la Sécurité civile est confrontée. En anticipation, le ministère de l'intérieur a initié un Beauvau de la Sécurité civile (10 groupes de travail regroupant des représentants de la DGSCGC, de SDIS et de spécialistes de Météo-France) afin de mettre en place une stratégie d'adaptation de la réponse à horizon 2050 sur la base d'une analyse de l'évolution des risques qui a ensuite été confrontée à une approche

opérationnelle afin d'en déduire les mesures à prendre en termes de connaissances du risque, d'organisation, de doctrine, de stratégie ainsi que de moyens.

Cette démarche a permis de définir, dans une feuille de route à l'horizon 2050, les moyens capacitaires à renforcer (lutte contre les incendies, lutte contre les inondations, etc.) selon un schéma de déploiement au regard des spécificités des territoires face aux aléas rencontrés. La mise en œuvre de cette feuille de route s'inscrit dans le cadre des pactes capacitaires.

**Cf note jointe HYDRETTUES chapitre 1 + + note hydrologique validée par DDT Savoie
M.Duparc le 26/01/2023**

- f) Les ouvrages du SD EP et les actions de l'étude du Bassin Versant des ARCS doivent faire l'objet d'une étude d'incidence environnementale – état initial de l'environnement (inventaire 4 saisons faune flore etc...) + analyse bibliographique

Cf note jointe HYDRETTUES chapitre 4

- g) Evaluation environnementale du SD EP et des actions de l'étude de bassin versant des Arcs

Cf note jointe HYDRETTUES chapitre 4

3. Impact de la décision de la MRAE du 08/11/2024 :

Il faut au minimum 1 année pour produire l'évaluation environnementale ce qui signifie que le SD EP imposé par le porté à connaissance de l'Etat sur le PLU ne peut être annexé lors de l'approbation du PLU envisagé au printemps 2025.

Cela fragilise juridiquement un PLU ambitieux et reporte l'application des prescriptions du SD EP aux pétitionnaires.

